

L'avenir des illusions partisanes

en 2013, dans un opuscule au titre radical, *Pour supprimer les partis politiques ! ? Réflexion d'un apatride sans parti*¹, Daniel Cohn-Bendit entendait dénoncer ce type d'organisation et appeler à son dépassement. Prenant sa récente aventure partisane pour preuve, l'auteur de l'Appel du 22 mars² expliquait qu'il avait vécu dans « un conservatisme organisationnel affligeant, avec ses logiques partidaires déracinées ». Les partis politiques, d'après lui, seraient aujourd'hui à l'origine des pires effets sur la vie politique et l'engagement citoyen : « un parti, c'est un blindage, une structure fermée, presque génétiquement hermétique à la société » poursuivait-il. À ses yeux, la tendance à embrigader leurs membres dans des logiques uniquement internes, agonistiques, au détriment de la fonction qu'ils devraient remplir, à savoir inventer et porter les idées nécessaires à la conduite heureuse des sociétés, en feraient ainsi uniquement des « machines électorales » et des « parti-entreprises ».

JULIEN FRETTEL
Université Paris 1

Cette diatribe contre les partis politiques, qui fait florès depuis plusieurs décennies³, n'aurait sans doute pas retenu l'attention de la science politique si elle n'était pas la réflexion d'un professionnel de la politique dont l'une des initiatives justement avait consisté à inventer un cadre partisan sinon parfait, du moins particulièrement ambitieux en termes de démocratie interne et de *design* organisationnel. Il revendiquait la création d'une « coopérative politique », directement inspirée de l'économie sociale et solidaire, à même de mutualiser et d'articuler pacifiquement les compétences des uns et les croyances des autres, les besoins d'autonomie de certains et l'envie d'être ensemble du plus grand nombre : « La démocratie exige une organisation qui respecte la pluralité et la singularité de ses composantes.

1. Daniel Cohn-Bendit, *Pour supprimer les partis politiques ! ? Réflexion d'un apatride sans parti*, Paris, Éditions Indigènes, 2013.
2. « Inventons ensemble une coopérative politique », *Le Monde* du 22 mars 2010 (www.europeecologie22mars.org)

3. On pourra se reporter au dernier ouvrage de Robert Hue, *Les partis politiques vont mourir et ils ne le savent pas !*, Paris, Archipel, 2014. Plus généralement, sondeurs et journalistes, périodiquement, aiment à se faire peur pour se demander si les partis politiques ne sont pas, une fois de plus, à l'agonie.

Une biodiversité sociale et culturelle, directement animée par la vitalité de ses expériences et de ses idées. Nous avons besoin d'un mode d'organisation politique qui pense et mène la transformation sociale, en phase avec la société de la connaissance. J'imagine une organisation pollinisatrice, qui butine les idées, les transporte et féconde avec d'autres parties du corps social [...] Il est nécessaire de "repolitiser" la société civile en même temps que de "civiliser" la société politique et faire passer la politique du système propriétaire à celui du logiciel libre » écrivait-il alors au moment de lancer son appel dans le journal *Le Monde*⁴.

Cette prophétie partisane, on le sait, malgré les atouts dont pouvait se prévaloir son *leader* écologiste pour lui donner la force et la réalité des mots d'ordre performatifs, ne s'est pas produite. Désireux de faire de la « politique autrement », les Verts ont vite été rattrapés par les débats internes sur les questions d'alliance avec le Parti socialiste. C'est cette ambition, pour ne pas dire cette illusion au sens freudien du terme, la plupart du temps déçue, et qui fonctionne comme un échec partisan annoncé, qui est interrogée ici. Après avoir réinscrit ces tentatives de rénovation dans le cadre plus général du champ partisan, nous porterons le regard sur les croyances qui sont au fondement de ces imaginaires partisans.

Aux marges du champ partisan

La tentative des écologistes de construire une organisation politique

4. Daniel Cohn-Bendit, « Faisons passer la politique du système propriétaire à celui du logiciel libre », *Le Monde*, 15 juin 2009.

qui répondrait aux règles du modèle partisan démocratique « pur et parfait » n'est pas un acte isolé. Au même moment, à savoir après l'élection présidentielle de 2007, d'autres formations politiques se sont donné également pour but non seulement de faire de « la politique autrement »⁵, mais aussi de se former en « parti » en distinction des autres et plus précisément des partis de gouvernement. Une manière de dire que pour changer la vie politique, il faut savoir se rendre exemplaire soi-même par l'établissement d'une vie partisane faite de probité. « Faire parti » de manière *vraiment* démocratique est, par conséquent, une façon de « prendre parti » avec singularité dans la vie politique en vue de contester la cartellisation⁶ du PS et de l'UMP. Inventer une matrice partisane originale qui se déprenne des risques de domination et d'oligarchisation fait alors office de programme politique en soi.

On l'a dit, les Verts n'ont pas eu le monopole de la subversion de l'ordre partisan. Le Nouveau parti anticapitaliste (NPA), le Mouvement démocrate (Modem), le Parti de gauche (PG), mais aussi, dans une certaine mesure République solidaire (RS) de Domi-

5. Cette formule se retrouve dans la plupart des projets fondateurs des partis politiques de l'époque (EELV, Modem, NPA, PG et RS). Elle continue de fonctionner comme un mot d'ordre et une marque de fabrique pris au sérieux chez les partisans de Nouvelle Donne et Nous Citoyens.

6. Ce terme de « cartellisation » a été conceptualisé par deux auteurs anglo-saxons, Richard Katz et Peter Mair, désireux de souligner comment fonctionne le régime des partis politiques contemporains. Cet angle désigne deux processus que sont d'une part la « managérialisation » et l'étatisation croissante des formations politiques et la collusion qui est à l'œuvre entre ces derniers d'autre part.

nique de Villepin, tous dotés de militants aux idéologies distinctes⁷, se sont ainsi inscrits dans ce même processus d'hérésie partisane. Ce mouvement qui véhicule une contestation des positions dominantes ne s'est pas arrêté après l'échec de la tentative de ces cinq organisations de devenir des structures exemplaires. Il est encore à l'œuvre. Certes, République solidaire n'est plus, le NPA a échoué dans sa volonté de s'ouvrir aux milieux populaires et à la diversité, Europe-Écologie Les Verts n'a pu rallier les « coopérateurs », le Modem, présidentialisation oblige, a vite tourné le dos à la démocratie délibérative et le Parti de gauche a été quant à lui rattrapé par le culte de la personnalité de son chef⁸. Cependant, de nouveaux acteurs partisanes comme le Parti pirate⁹, Nouvelle

Donne¹⁰ et Nous Citoyens¹¹ ont pris les places vacantes. Dès lors, si l'ambition alternative présente une espérance de vie relativement faible, cette « autre » offre, bien qu'en constant renouvellement, paraît se maintenir dans le temps. Cette mortalité relativement forte et fréquente se comprend probablement à l'aune du haut niveau d'exigence qu'ont les membres de ces formations en matière de fonctionnement interne. Pour ambitieux qu'ils soient, leurs statuts placent très haut la barre des principes généraux du droit des partis politiques. Le moindre faux pas, à tort ou à raison, est perçu comme une faute rédhitoire.

Pour mettre au jour les conditions de production de ces entreprises politiques particulières, il convient de prêter attention aux séquences de fondation ou de refondation dont elles sont l'objet. Bien souvent, elles sont initiées par des professionnels de la

7. Certains partisans de formations différentes présentent néanmoins des airs de famille. On pense ainsi aux ressemblances qui existent entre certains militants Modem et ceux d'Europe-Écologie-Les Verts, de Nouvelle Donne ou encore, dans une moindre mesure, Nous Citoyens. Tous ont en commun de prôner une société « plus morale », plus « participative » et plus « coopérative ». Plusieurs entretiens ont permis de mettre au jour une matrice historique de politisation commune entre tous ces militants qui n'est pas sans lien avec des bribes d'une socialisation religieuse vécue ou héritée.
8. On notera que EELV, le Modem, le NPA et le PG, dès leur lancement, étaient représentés par des personnalités pour le moins incompatibles avec les principes qu'ils entendaient promouvoir. François Bayrou, Daniel Cohn-Bendit, Jean-Luc Mélenchon, Dominique de Villepin – le profil d'Olivier Besancenot est différent dans la mesure où sa centralité tient moins à sa stratégie personnelle qu'à son capital médiatique et partisan vis-à-vis desquels il est comme dépossédé – ne sont en effet pas des personnes disposées à se soumettre au régime d'un gouvernement des partisanes pour les partisanes et par les partisanes.
9. Cette formation aux dimensions internationales a été créée en 2005 en Suède à la suite d'une sorte de blague laissée sur Internet. En quelques

jours, l'idée de se constituer en « Pirates » pour lutter contre les monopoles et autres forces capitalistes, dont ceux qui gouvernent le Net, prend de l'ampleur. Il faudra attendre 2012 pour voir le Parti pirate s'organiser réellement en France.

10. Cette formation est l'aboutissement d'un processus de création partisane commencé avec le « collectif Roosevelt » en 2012. Ses principaux fondateurs étaient Stéphane Hessel, Edgar Morin, Susan George, Cynthia Fleury, Pierre Larrouturou. Après une université de rentrée à Amiens en 2014, Nouvelle Donne s'est définitivement partisaniée au début de l'année 2015.
11. Nous Citoyens a été fondé à l'initiative de Denis Payre, ancien chef d'entreprise qui a fait fortune dans le domaine des logiciels, en 2013. Situé au centre-droit de l'échiquier politique, il se présente comme « un mouvement politique non partisan » qui entend appliquer à la vie politique les recettes du monde économique. Ses principales critiques portent sur les professionnels de la politique n'ayant eu aucune autre expérience professionnelle.

politique ayant choisi l'hérésie pour se positionner dans le champ partisan. Ce faisant, ces « hérésiarques » cherchent à troubler le jeu pour mieux y participer et le dominer à terme. C'est le cas du Parti de gauche et de son principal fondateur, Jean-Luc Mélenchon, voulant vider le Parti socialiste de sa substance militante et populaire pour prendre sa place. C'est aussi celui d'un Dominique de Villepin dont l'intérêt pour fonder une formation originale a été bien trop bref et négligeant pour que ce montage partisan ne témoigne pas d'un calcul plus froid qu'il n'y paraît et où les trophées convoités par ce biais comptent plus que l'ingénierie organisationnelle en soi. La mue de l'UDF vers le Modem relève aussi de ce type d'opération. François Bayrou, après sa seconde tentative à l'élection présidentielle, a voulu accentuer le procès pour illégitimité institutionnelle et politique qu'il intentait à l'UMP et au PS en imaginant une formule partisane ayant pour objectif de discréditer et de déprécier ses principaux rivaux. Se refonder et proposer une autre façon de participer au jeu politique pour être en mesure de le jouer mieux que quiconque avec de nouvelles règles, tel pourrait être le sens de ces stratégies de subversion. Dans tous les cas, on a affaire à des professionnels de la politique qui font le pari d'une alternance dont ils tireraient profit en recourant à une ingénierie partisane alternative.

Faire de la politique autrement, en inventant une formation politique qui sache mettre en actes par sa différence organisationnelle ce que les partis politiques dominants ne veulent ni ne peuvent faire, est « tout un programme ». Des centaines de milliers de militants potentiels en recherche

d'engagement alternatif ont témoigné de cette demande sociale. La « création » du Modem a fait partie de cette réalité. L'afflux important d'individus politisés dans le champ de l'économie sociale et solidaire, désireux de pratiquer la politique comme on s'engage dans l'économie coopérative et comme on délibère au sein des espaces mutualistes et associatifs a donné la mesure de ce « besoin » de fonder des expériences partisans inédites. Ces acteurs ont pu s'associer à des militants catholiques engagés en politique, lesquels avaient à cœur de dissoudre les risques de domination dans la « co-construction ». Cette aspiration militante relativement forte explique sans doute l'échec de la formation centriste, incapable qu'elle fut, bureaucratiquement parlant, de satisfaire ces envies d'expérimentation démocratique. Accueillir une telle masse d'adhérents sans moyens matériels et logistiques supplémentaires n'a pas été l'unique complication. La concrétisation de la démocratie de parti, dont l'ancien parti de centre-droit a voulu être l'incubateur, a connu très vite ses limites. En quelques mois, à l'image du Parti de gauche, l'envie de délibérer et de décider de concert s'est transformée en conflits permanents, en déceptions et en *exits*¹². Les commissions *ad hoc*, chargées de surmonter les différends, ont été prises d'assaut et rapidement débordées. Des migrations

12. Sans vraiment savoir pourquoi ni comment, beaucoup d'adhérents ont fini meurtris. Leur douleur étant proportionnelle à leur envie initiale de bien faire en matière de mœurs politiques. Plusieurs d'entre eux nous ont d'ailleurs confié en entretien s'être « dégoûtés » et « salis les mains », eux qui croyaient faire le contraire des jeux « hobbesiens » à l'œuvre chez les partis dominants.

du Modem vers Europe-Écologie-Les Verts et sa « coopérative politique » ont eu lieu. Et comme par effet de contagion, les difficultés du Modem se sont reproduites chez les écologistes.

On le pressent, une loi presque implacable se dégage selon laquelle les projets alternatifs conduisent davantage qu'ailleurs à révéler le « cens caché » contre lequel les partisans ne parviennent pas à lutter efficacement. Nous Citoyens, à son tour, en a été le théâtre malheureux. Il n'a en effet pas fallu longtemps pour que les propriétaires de la *start up* découvrent la pléthore de conflits dont elle était l'objet mais aussi, en quelque sorte, la cause¹³. Ces derniers durent suspendre la constitution de leur conseil d'administration et arrêter le fonctionnement de plusieurs antennes régionales pour stopper toute montée sur l'échelle des tensions internes.

Les principes du bon gouvernement partisan

Les premiers moments de la fondation d'une organisation politique constituent autant de séquences riches d'enseignements sociologiques pour qui souhaite comprendre avec quel *modus vivendi* organisationnel et quelle morale d'institution – et donc avec quel *illusio* – les membres d'une nouvelle formation entendent fonctionner. Pour

13. Sans doute la cause interne est-elle dans le fait d'investir psychologiquement davantage dans le champ des valeurs et de la morale que dans celui du pouvoir et des ambitions de chacun. Comme chez ses rivaux du Modem et du Parti de gauche, il y a eu comme une contradiction initiale de la part de son *leader* autoproclamé à exhorter ses nouveaux soutiens à s'adonner à la démocratie et à la transparence mais sans que ces derniers, néanmoins, puissent discuter son monopole en matière de porte-parolat et de représentation.

les avoir observés, ces temps de fondation sont des moments d'euphorie où tous les espoirs sont permis pour transcrire *en actes* ce à quoi l'on croit politiquement. Tout se passe comme si les statuts et le droit ordinaire de l'organisation avaient autant un rôle fonctionnel que doctrinal. Or, il apparaît que cet enthousiasme qui prend la forme d'une espèce d'*innamoramento* les prend au piège d'emblée dans la mesure où généralement les partis nouvellement en lice se dotent de programmes de fonctionnement qu'ils ne sauront et ne pourront respecter.

À la lecture des documents préparatoires aux congrès fondateurs, des statuts et autres documents entrant dans le « bloc de constitutionnalité » des formations politiques, trois champs d'application sont particulièrement investis. Pour chacun de ces domaines, des outils assurant leur pleine réalisation sont consignés. Ces derniers sont pensés comme des *instruments* capables de sublimer les écueils que connaissent la plupart des partis politiques dans leur fonctionnement routinier.

Le premier aspect porte sur les dénominations et définitions sous-jacentes au nom officiel du parti alors fondé. Chaque fois est rappelé l'objectif de mettre sur pied un parti qui détonne avec la filiation des « partis classiques » de gouvernement. Tout l'art sémantique, apparemment, consiste à écrire l'histoire d'un parti qui n'en soit pas un vraiment. Le NPA avance vouloir « rompre avec la tradition des structures hiérarchisées qui filtrent et étouffent la voix des militants », le PG entend ériger « un Parti ouvert et démocratique » en refusant les « chapelles, [le] culte du chef ou [la] domination des spécialistes de la politique » : « Il se veut donc à la

fois accueillant et ouvert à la diversité des expériences, à la parole des «sans voix», soucieux de fraternité et de solidarité ». Les Verts, on l'a déjà souligné, ont imaginé une coopérative politique avec la volonté d'inscrire dans le marbre l'idée de fonder autre chose qu'un « parti », un nouvel ordre partisan « en réseaux » où l'égalité statutaire de chacun des membres serait la première des règles. Le Modem, quant à lui, écrit dans ses textes initiaux qu'il est d'abord un « mouvement de citoyens engagés » et se compare souvent à un mouvement, parfois à une famille de pensée¹⁴ comme pour dire ce qu'il n'est pas, à savoir un parti politique standard. Ces jeux sur les mots sont sans doute encore plus intenses de la part des derniers-nés que sont Nouvelle Donne et Nous Citoyens. Le premier avance dans son préambule que l'« ambition est de créer une nouvelle forme politique et d'inventer une autre manière de faire vivre la démocratie, dans notre pays comme au sein de notre mouvement politique ». Le second, d'inspiration entrepreneuriale, récuse la forme partisane pour lui substituer l'expression de *start up* politique où les *business angels*, généreux actionnaires dispensant leurs compétences, auraient évincé les militants. Certes, tous ces termes, dont la fonction est aussi d'éviter de ressembler à un parti comme les autres, ne sont que des mots, mais ces mots nous disent ce que cherchent à atteindre leurs locuteurs. Tout ce qui les ferait revenir aux traits classiques des organisations politiques dominantes revient à échouer.

Le deuxième domaine concerne bien évidemment la démocratie interne et la mise en œuvre du principe « un

homme/une femme, une voix ». Toutes les formations étudiées le sassent et le ressassent dans leurs statuts. Pour établir cette égalité de principe dans les faits, chacun invente des solutions qui ne sont pas sans rappeler les caractéristiques de la concurrence libre et non faussée en économie. Au NPA comme au Modem, sans oublier EELV et le PG, chaque adhérent se voit reconnaître le droit souverain d'avoir prise sur son organisation et, pour ce faire, de disposer de la totalité des informations concernant le fonctionnement du parti. Pour accroître et garantir cet accès, un droit adjacent est introduit, celui du droit à la formation. L'ensemble de ces organisations considèrent également que les nouvelles technologies de l'information et de la communication seront des instruments supplémentaires de transparence, de parité et de collégialité mis forcément au service d'un certain optimum démocratique. À cet égard, il est intéressant de remarquer que l'instrument digital comme le 2.0 a été perçu comme facilitateur, en soi, de cette démocratie partisane. Le Modem avait cru, par exemple, s'organiser sur le modèle du « wiki »¹⁵. Le NPA avait avancé que la gestion des relations partisans par mail réduirait les fractures qui se font jour parmi les adhérents en termes de disponibilité et d'articulation entre vie sociale et vie partisane, EELV qu'Internet accentuerait la possibilité de vivre *en réseau*¹⁶. Nouvelle Donne a clairement

15. Comme d'autres formations politiques, le Modem a créé une fédération Internet qui n'a bien sûr pas vu le jour.

16. Chez les Verts, le réseau a quelque chose du paradis institutionnel où l'interconnexion se substituerait à toute forme de verticalité et d'asymétrie dans les relations de pouvoir.

14. Termes fréquemment employés à droite.

énoncé que la démocratie délibérative permanente qu'elle souhaitait instaurer serait presque totalement portée par la consultation électronique quotidienne. Enfin, non sans naïveté, Nous Citoyens a cru que l'outil numérique ferait naturellement advenir une organisation dénuée d'enjeux de pouvoir et d'appareil. Le préambule des statuts en témoigne, cette *start up* ayant pour projet de transposer « les bonnes pratiques managériales »¹⁷ au sein des partis politiques et entend construire « un projet citoyen avec la société civile à travers une plateforme digitale et participative autour de sujets touchant directement les Français ». Dans l'esprit de ses dirigeants, dont beaucoup sont originaires de *think tanks* faisant la promotion de l'entreprise¹⁸, les rapports intra-partisans, régis par Internet et les plateformes collaboratives, ne peuvent qu'être « horizontaux ».

Le troisième et dernier domaine repéré dans les documents « programmatiques » et fondateurs des partis politiques retenus, fait une place importante à la morale. Presque toutes ces formations croient en effet pouvoir se déprendre des risques de domination non seulement en appelant chacun des membres au respect, à la tolérance et, pour reprendre une expression de Nouvelle Donne¹⁹, à la valorisation de

« pratiques politiques éthiques », mais aussi en instaurant des commissions et autres comités de contrôle, de surveillance et d'arbitrage pour accroître le bonheur dans les échanges partisanes. Le Modem se prévaut de deux chartes, l'une sur « les valeurs », l'autre sur « l'éthique », censées *civiliser* les mœurs partisanes. Le Parti de gauche a une « commission de résolution des conflits ». Nouvelle Donne s'est dotée de deux instances dédiées à pacifier les rapports internes et à leur trouver une issue favorable. Le « pôle de conciliation » veille à « la qualité des relations entre les personnes » et le « comité d'éthique » a pour mission « d'évaluer le fonctionnement des instances ». EELV est sans doute, dans cette perspective, la formation la plus « avancée » en matière d'usage de la morale ou de l'éthique comme moyen de gouvernement partisan « juste ». Pas moins de quatre organes ont pour fonction de ramener les rapports entre écologistes à la raison. Deux « observatoires », l'un sur la parité, l'autre sur la mixité, doivent s'assurer que le parti met en œuvre en son sein certains principes d'égalité en matière de rapport de genre et de « minorités visibles ». Le conseil statutaire et le conseil national d'éthique, quant à eux, sont au service de la « résolution non violente des conflits » et garantissent à tous les membres un respect étendu de leurs droits d'adhérents.

La fonction sociale des utopies partisanes

La surenchère démocratique qui caractérise ces récentes formations n'est pas sans interroger la sociologie des organisations politiques. Comment

Dans cette perspective, on réalise mieux pourquoi les NTIC se voient prêter autant d'espoirs et de capacité d'*agency*.

17. Cette expression est de Denis Payre, le fondateur de Nous Citoyens. Ses propos ont été recueillis à l'occasion d'un travail de terrain lors des élections municipales de 2013.
18. Denis Payre a d'abord été le fondateur du *think tank* « Croissance plus ».
19. Au passage, Nouvelle Donne s'est d'abord dotée d'une charte d'éthique avant de disposer – après consultation et vote – de statuts.

en effet comprendre l'espoir que ces institutions partisanses caressent en matière d'instauration d'un mode de vie interne harmonieux alors que tout ou presque les voue à l'échec en la matière ? Plusieurs explications sont possibles. La première revient à considérer que ces programmes visant à ériger des partis « purs et parfaits » sont d'abord et avant tout des stratégies à demi avouées pour rebattre les cartes du jeu politique. La seconde reviendrait à imaginer que ces projets ont été concoctés par des ingénus de la fabrique partisane dont l'innocence résulte de leur éloignement, et donc de leur moindre acculturation au champ partisan²⁰. La dernière, enfin, serait de considérer ces projets ambitieux et généreux d'un point de vue démocratique, comme des utopies au sens où l'entend Thomas Moore. Ces projets ont assurément une dimension initiatique. Ils désignent un au-delà de l'espace partisan vers lequel souhaitent se diriger ensemble certains militants. Ils disent quel autre monde institutionnel il conviendrait d'habiter. D'une certaine façon, la rédaction de ces statuts n'a peut-être pas d'autre fin qu'elle-même pour qui veut croire que tout reste encore possible, y compris en matière d'aménagement des rapports intra-partisans, malgré les démentis apportés par la réalité de la vie poli-

tique. « Une utopie, écrivait Norbert Elias, est la représentation imaginaire d'une société, représentation contenant des propositions de solutions à des problèmes non résolus, bien particuliers, de la société d'origine, à savoir des propositions de solution qui indiquent les changements que les auteurs ou porteurs de cette utopie souhaitent ou bien le changement qu'ils redoutent, voire peut-être les deux à la fois »²¹. Celle des partis politiques, à défaut de changer la donne, a au moins le mérite de porter le fer dans le fonctionnement habituel des partis politiques et de fonctionner comme un appel permanent à la réforme de l'ordre partisan. ■

20. Il faudrait bien sûr aller plus loin en matière de sociologie de ces « naïvetés » démocratiques. Par exemple, il faudrait se demander ce que les théories de la démocratie délibérative ont suscité comme espoirs et adhésions au sein de ces partis politiques en marge du jeu partisan. C'est ainsi, entre autres, que les fondateurs de Nouvelle Donne ont effectué d'intenses recherches dans le domaine de l'ingénierie de la concertation en vue de trouver les moyens concrets d'instaurer la démocratie en leur sein.

21. Norbert Elias, *L'utopie*, Paris, La Découverte, 2014